

ZIMBABWE**Appel commun aux dirigeants africains concernant la situation des droits humains au Zimbabwe**

Index AI : AFR 46/030/2005

ÉFAI

Embargo : mercredi 16 novembre 2005 (00h01 TU)**DÉCLARATION PUBLIQUE**

Avec l'Union africaine et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), les chefs d'État et de gouvernement africains ont pris un engagement envers les droits humains et l'obligation de rendre des comptes en Afrique. Nous appelons les dirigeants africains à respecter cet engagement et à mettre un terme à leur long silence sur les violations des droits humains commises au Zimbabwe.

Aujourd'hui, au Zimbabwe, des centaines de milliers de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays et se trouvent absolument sans ressources, non pas en raison d'une guerre, d'un tremblement de terre ou d'un tsunami, mais parce que leur propre gouvernement les a expulsées de force, a démoli leurs maisons et a détruit leurs biens et leurs moyens d'existence. Ces agissements, qui sont complètement injustifiables au regard du droit international, ont largement été condamnés. Cependant, les États africains ont gardé un silence étonnant face à cette situation et n'ont pas manifesté une volonté politique de réagir à la crise des droits humains au Zimbabwe.

Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, a décrit les expulsions massives du Zimbabwe comme une « injustice catastrophique » et souligné qu'elles avaient été « menées avec une indifférence troublante pour les souffrances humaines ».

L'Envoyée spéciale des Nations unies pour les questions relatives aux

établissements humains au Zimbabwe, Anna Tibaijuka, a indiqué que cette opération gouvernementale avait affecté directement 700 000 personnes et 2,4 millions indirectement ; toujours selon elle, l'opération a accéléré une crise humanitaire aux proportions gigantesques.

Les droits humains subissent de nouvelles atteintes dans le cadre de la crise humanitaire. Le gouvernement du Zimbabwe ne peut ou ne veut manifestement pas respecter son obligation d'assurer à la population des niveaux minimaux essentiels en matière d'alimentation, d'approvisionnement en eau, d'abri et de soins médicaux. Il refuse aux victimes l'aide humanitaire dont elles ont si désespérément besoin.

- Des milliers d'individus, y compris des enfants, des malades et des personnes âgées, doivent affronter la saison des pluies sans disposer d'un abri suffisant, voire sans aucun abri. Le gouvernement ne fournit pas d'abri à ceux qui en ont besoin, et il empêche les Nations unies et les églises de le faire ; la police a expulsé, au cours de raids nocturnes, des personnes sans ressources qui s'étaient réfugiées dans des églises.

- Plus de quatre millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire, mais le gouvernement limite les distributions d'aliments ; il s'est également opposé à un appel à l'aide humanitaire émis par les Nations unies et il a forcé des dizaines de milliers de personnes à retourner dans des zones rurales déjà gravement touchées par les pénuries alimentaires.

- Des dizaines de milliers de personnes ont besoin d'eau propre et d'installations sanitaires, mais le gouvernement entrave le travail des organisations qui souhaitent les aider.

- Les militants locaux qui ont essayé d'aider et de protéger les personnes déplacées ont été menacés et harcelés.

L'absence de respect envers les droits humains qui caractérise le Zimbabwe a déjà fait l'objet de nombreux rapports, y compris ceux publiés en 2005 par la Commission africaine des droits de l'homme et des

peuples et par l'Envoyée spéciale des Nations unies pour les questions relatives aux établissements humains. Devant des violations aussi massives et reconnues, les États membres de l'Union africaine et des Nations unies ont pour devoir de veiller à ce que les recommandations émises par ce genre de mécanismes régionaux et internationaux de résolution des problèmes soient mises en œuvre, afin de résoudre la situation actuelle, qui affecte des citoyens africains, et de dissuader les pratiques nuisibles à l'avenir. Le silence des États africains face aux graves souffrances provoquées par les expulsions forcées, au Zimbabwe ou ailleurs sur le continent, a donné l'impression regrettable d'une approbation tacite de ces expulsions en tant que choix politique.

Aujourd'hui, nous appelons les États africains, individuellement et en leur qualité de membres de l'Union africaine, à :

- exprimer publiquement leur préoccupation au sujet de la dégradation de la situation des droits humains au Zimbabwe, et notamment des violations des droits humains résultant directement de l'opération Murambatsvina ;

- encourager et proposer d'aider publiquement le gouvernement du Zimbabwe à mettre en œuvre immédiatement les recommandations des rapports de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et de l'Envoyée spéciale des Nations unies pour les questions relatives aux établissements humains au Zimbabwe ;

- placer la situation humanitaire et relative aux droits humains du Zimbabwe à l'ordre du jour de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine de janvier 2006 ;

- condamner le refus de coopérer du gouvernement zimbabwéen avec l'envoyé spécial de la Commission de l'Union africaine, alors qu'il se trouvait dans le pays en juillet ; exiger que cette personne soit autorisée à retourner au Zimbabwe afin de pouvoir

remplir son mandat et faire un rapport à l'Union africaine ;

- soutenir publiquement un programme exhaustif d'assistance humanitaire comprenant, entre autres, la fourniture d'un abri temporaire à tous ceux qui en ont besoin ;

- exiger des réparations effectives, notamment en matière de recours juridique, de compensation et de restitution si possible, pour les victimes des expulsions, des démolitions et des autres violations des droits humains ;

- exiger que l'impunité protégeant les auteurs de violations des droits humains au Zimbabwe prenne fin, et que les responsables de ces violations soient traduits en justice ;

- s'engager à rechercher des solutions alternatives aux expulsions forcées, dans leur propre juridiction.

Nous demandons également aux États africains, en tant que membres des Nations unies :

- de donner leur plein soutien aux initiatives des Nations unies ayant pour but d'aborder les problèmes des droits humains et de la situation humanitaire au Zimbabwe et de faire pression sur le gouvernement, afin de permettre une observation indépendante des droits humains au Zimbabwe, y compris de la part des Rapporteurs spéciaux des Nations unies ;

- en particulier, aux États africains membres du Conseil de Sécurité des Nations unies – l'Algérie, le Bénin et la Tanzanie –, et aux États qui vont devenir membres en janvier 2006 – le Ghana et la République du Congo – de permettre au Conseil de Sécurité d'être informé régulièrement de la situation au Zimbabwe, y compris en ce qui concerne l'accès humanitaire aux personnes déplacées et vulnérables par les Nations unies.

Organisations qui soutiennent cet appel :

AFRIQUE DU SUD

- Action Support Centre

- Action Support Centre and Coalition for Peace in Africa (COPA)

- Amnesty International - South Africa (AISA)
- Anti-Corruption Trust of Southern Africa (ACT-Southern Africa)
- Association for Community and Rural Advancement (AnCRA)
- Association of Rural Advancement (AFRA)
- Centre for the Study of Violence and Reconciliation (CSVr)
- Centre for Rural Legal Studies (CRLS)
- Coalition for Peace in Africa
- Community Law Centre
- Crisis Coalition Zimbabwe
- Eastern Cape Agricultural Research Programme (ECARP)
- Free State Rural Development Association
- Heal Zimbabwe Trust
- Karoo Centre for Human Rights
- Land Access Movement of South Africa
- Land for Peace
- Lawyers for Human Rights - Stellenbosch Office
- Legal Assistance Centre
- National Land Committee (NLC)
- Nkunzi Development Association
- Peace and Democracy Project
- Programme for Land and Agrarian Studies (PLAAS) - University of Western Cape
- Rural Legal Trust (RLT)
- South Africa National NGO Coalition (SANGOCO)
- Support Centre - ACTION for Conflict Transformation
- Southern Cape Land Committee
- Solidarity Peace Trust (SPT)
- Southern African Women's Institute of Migration Affairs
- Southern Africa Litigation Centre
- TRAC Mupumalanga
- Transkei Land Services Organisation
- Treatment Action Campaign
- Women on Farm Project
- Zimbabwe Action Support Group
- Zimbabwe Advocacy Campaign (ZAC)
- Zimbabwe Exiles Forum
- Zimbabwe Human Rights Lobby Group
- Zimbabwe Political Victims Association (ZIPOVA)
- Zimbabwe Torture Victims Project (ZTVP)

ANGOLA

- Associacao Justica, Paze Democracia (AJPD)

BOTSWANA

- Amnesty International - Botswana
- Ditshwanelo (The Botswana Centre for Human Rights)
- Women in Law in Southern Africa - Botswana

ÉGYPTE

- Afro- Asian Peoples' Solidarity Organisation (AAPSO)
- The Egyptian Organisation for Human Rights

ÉTHIOPIE

- Initiative Africa (IA)

ÉRYTHRÉE

- Human Rights Concern

GHANA

- African Women Lawyers Association
- Commonwealth Human Rights Initiative (Africa)
- Media Foundation for West Africa
- People's Dialogue for Human Settlements
- The Arc Foundation

KENYA

- Amnesty International - Kenya
- Association of Media Women in Kenya
- Basic Rights
- Citizens Coalition for Constitutional Change
- Hakijimii Trust
- Independent Medical Legal Unit
- FIDA Kenya
- Kenya Medical Association Human Rights Committee
- Kisumu Urban Apostolate Programmes-Pandipieri
- Men to Men
- Men for Gender Equality
- OIKEDOME
- People Against Torture
- Release Political Prisoners Group
- Social Reform Centre
- Umande Trust
- Young Women Leadership Institute

LÉSOTHO

- Federation of Women Lawyers Gender and Media Southern Africa (GEMSA)
- Lesotho Clothing and Allied Workers Union
- Lesotho Council of Non-Governmental Organisations
- Lesotho Durham Link
- Lesotho Society for mentally Handicapped Persons
- Lesotho Youth Federation
- Media Institute of Southern Africa - Lesotho
- NGO Coalition on the Rights of the Children
- Women in Law in Southern Africa - Lesotho
- Young Women Christian Association

LIBÉRIA

- Amnesty International - Liberia

MALAWI

- Centre for Human Rights and Rehabilitation (CHRR)
- Civil Liberties Committee
- Institute of Policy Interaction (IPI)
- National Media Institute of Southern Africa (NAMISA)
- Women in Law in Southern Africa - Malawi

MOZAMBIQUE

- Women in Law in Southern Africa - Mozambique

NAMIBIE

- Association for Children with Language, Speech & Hearing Impairments (ClASH) of Namibia
- Big Issue Namibia
- Clement Daniels Legal Practitioners
- Katutura Community Radio 106.2 FM
- Legal Assistance Centre of Namibia
- Namibia Development Trust
- Namibia NGO Forum
- !Nara Training Centre
- National Society for Human Rights (NSHR)
- People's Education, Assistance and Counselling for Empowerment (PEACE) Centre
- Sister Namibia
- The Rainbow Project
- Women Leadership Centre of Namibia

NIGÉRIA

- Civil Resources Development & Documentation Centre (CIRRDOC)
- Concerned Professionals (CP)
- Gender Development Action (GADA)
- Legal Defence and Assistance Project (LEDAP)
- Prisoners Rehabilitation & Welfare Action (PRAWA)
- Projekthope
- Women Advocates Research & Documentation Centre (WARDC)

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

- Association Africaine de défense des Droits de l'Homme (ASADHO)
- Collectif des Jeunes du Sud-Kivu (COJESKI)
- Comité Droits de l'Homme Maintenant
- Fondation Bill Clinton
- La Voix des Sans Voix
- Ligue des Electeurs
- Mouvement des jeunes et Etudiants pour la Patrie
- Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH)
- Réseau Provincial de Défense des Droits Humains-Kin (REPRODHOC)
- SADC-Youth Movement
- Toges Noires

SÉNÉGAL

- Amnesty International - Sénégal
- Convergence Africaine pour la Démocratie et les Droits Humanins (CADDU)

SOMALIE

- Justice Watch Association (JUWA)
- National Union of Somali Journalists SADO
- Somali Human Rights Defenders Network

SOMALILAND

- Samotalis Coalition for Human Rights
- Somaliland National Human Rights Network

SOUDAN

- SIHA Network

SWAZILAND

- Coordinating Assembly of NGOs

(CANGO)

- Women in Law in Southern Africa - Swaziland

TANZANIE

- BEB Rural Development Option
- Grassroot Initiative Support Trust
- Media Institute of Southern Africa - Tanzania
- Same Network of NGO/CBOs
- Tabora Development Foundation Trust
- Tabora Development Society
- Tanzania Christian Farm Development Trust

ZAMBIE

- Anti Voters Apathy (AVAP)
- Catholic Centre for Justice Development and Peace (CCJDP)
- Catholic Commission for Justice and Peace
- Children in Need (CHIN)
- Foundation for Democratic Progress (FODEP)
- Justice for Widow and Orphans
- Legal Resources Foundation (LRF)
- Southern African Centre for Conflict Resolution and Disputes
- Women in Law in Southern Africa - Zambia
- Women for Change
- Zambia Association for Research and Development (ZARD)
- Zambia Civic Education Association

ZIMBABWE

- Counselling Services Unit
- Gays and Lesbians of Zimbabwe (GALZ)
- Human Rights Trust of Southern Africa (SAHRIT)
- Legal Resources Foundation (LRF)
- Media Institute of Southern Africa
- Media Monitoring Project of Zimbabwe
- Nonviolent Action and Strategies for Social Change
- Transparency International Zimbabwe (TIZ)
- University of Zimbabwe Legal Aid and Advice Scheme
- Women in Law in Southern Africa - Zimbabwe
- Women of Zimbabwe Arize (WOZA)
- Zimbabwe Association for Crime

- Prevention and Rehabilitation (ZACRO)
- Zimbabwe Association of Doctors for Human Rights
- Zimbabwe Civic Education Trust (ZIMCET)
- Zimbabwe Human Rights Association (ZimRights)
- Zimbabwe Lawyers for Human Rights
- Zimbabwe Peace Project

ORGANISATIONS

INTERNATIONALES

- Amnesty International
- Centre on Housing Rights and Evictions (COHRE)
- Catholic Institute for International Relations (CIIR)
- CIVICUS - World Alliance for Citizen Participation
- Cordaid
- FIAN International
- Habitat International Coalition - Housing and Land Rights Network
- Human Rights Watch (HRW)
- International Bar Association's Human Rights Institute
- Network for Social Justice (FAHAMU) Trocaire

ONG DES AMÉRIQUES, D'ASIE ET D'EUROPE QUI S'ASSOCIENT À CET APPEL

- Amnesty International - Inde
- A'idun Group
- Applied Research Institute - Jerusalem (ARIJ)
- Arcilla Research
- Asociación Agenda Mujeres, Lima-Perú
- Asociación de la Vivienda Económica (AVE)
- Asia Pacific Socio-Economic Research Institute
- Asia Pacific Forum on Women, Law & Development (APWLD)
- Associação De Moradores Do Jardim Nova Esperança I E Ii - Sumaré/Sp - Brésil
- Associação Grão - Diversidade e Cidadania
- Association for Youth and Cultural Organisation
- Barka Foundation for Mutual Help
- C.D.D.H - Centro de Defesa dos Direitos Humanos, Brésil
- Centre for Trade Union & Workers

- Services (CTWC)
- Centro de Direitos Humanos de T.Otoni
 - Centro de Direitos Humanos, Brésil
 - Centro de Estudios Legales y Sociales/Center for Legal and Social Studies (CELS), Argentine
 - Centro de Estudos e Ação da Mulher Urbana e Rural - Brésil
 - Centro de Estudos e Defesa do Negro no Pará - CEDENPA
 - Charter on Poverty Issues (Canada)
 - Comité de Campaña por una vivienda Digna
 - Concordamos e assinamos esta Declaração Conjunta, Brésil
 - Condepe Conselho Estadual de Defesa dos Direitos da Pessoa Humana, Brésil
 - Corporación Humanas de Chile
 - Curitiba - Brésil
 - D.D.H - Centro de Defesa dos Direitos Humanos, Brésil
 - Educational Assistance Organs Federation
 - Ensan Center for Democracy and Human Rights (Palestine)
 - Entidade APJ - Aprender Produzir Juntos
 - European Roma Rights Centre, Hongrie
 - Faorlist e da Comissão de Direitos Humanos da Alepa
 - FDDCA Frente de Defesa dos Direitos da Criança e do Adolescente do Vale do Mucuri
 - Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional (FASE) (*Social and*
 - FOCO - Argentine
 - Foro de Mujeres del Mercosur, Paraguay
 - Grupo Tortura Nunca Mais da Bahia-Brésil
 - Grupo Tortura Nunca Mais/Paraná, Brésil
 - Grupo Tortura Nunca Mais/São Paulo, Brésil
 - Habitat International Coalition - América latine
 - Human Rights Council
 - Igreja Evangélica Projeto Vida em Volta Redonda
 - Instituição: Missionárias de Jesus Crucificado, Brésil
 - Instituto de Desenvolvimento e
- Direitos Humanos (IDDH)
- Instituto de Estudos Sócio Ambientais
 - IESA
 - Instituto Palmas
 - International Development Exchange
 - Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT)
 - LANUD - Instituto Latino Americano das Nações Unidas para a Prevenção do Delito e
 - Macapá - Brésil
 - MAM FUNDACIONAL, Pérou
 - Mines, Minerals & People (mm&P) - Inde
 - Movimento Nacional de Direitos Humanos (National Human Rights Movement), Brésil
 - Movimentos Sociais de Teófilo Otoni
 - NASA - Núcleo de Ação Solidária à Aids, Brésil
 - National Alliance of HUD Tenants
 - National Economic and Social Rights Initiative, États-Unis
 - Núcleo de Atendimento as Vítimas de crimes Violentos NAVCV
 - Ordem dos Advogados do Brasil, Brésil
 - Organização Ser Mulher - Centro de Estudos e Ação da Mulher Urbana e Rural - Brésil
 - Pastoral do Menor-Diocese de T.Otoni
 - People's Movement for Human Rights Learning (PDHRE)
 - Peruvian Women Center Flora Tristan, Diverse Women Diary
 - Public Against Torture in Israel
 - SCANNOVI - Associação de Catadores de Materiais Recicláveis Teófilo Otoni, MG-BRASIL
 - Social Rights Advocacy Centre, Canada
 - Tratamento do Delinqüente, Brésil
 - União Geral Dos Moradores Dos Bairros Vilas E Jardins De Curitiba E Região Metropolitana -
 - Vânia de Melo vValadão Cardoso
 - Zimbabwe Watch. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>